

# *Il n'y a pas de personnes disparues ou torturées à Cuba*

---



Photo: Internet

La Havane, 21 juillet (Granma) À la suite des émeutes qui ont eu lieu les 11 et 12 juillet derniers, dans le cadre de l'opération politico-communicationnelle encouragée et financée par le gouvernement des États-Unis contre Cuba, des listes présumées de personnes disparues ont commencé à circuler sur Internet

Auteur: Yudy Castro Morales | internet@granma.cu

Suite aux troubles qui se sont produits les 11 et 12 juillet, dans le cadre de l'opération de communication politique encouragée et financée par le gouvernement des États-Unis contre Cuba, des listes présumées de personnes disparues ont commencé à circuler sur Internet.

Mais y a-t-il vraiment des personnes disparues dans notre pays, ces listes sont-elles réelles, quelle est la procédure d'arrestation d'une personne, quelles sont les limites de l'action des autorités ?

En réponse à ces questions mardi lors de l'émission télévisée Hacemos Cuba (Nous construisons Cuba), le colonel Victor Alvarez Valle, deuxième chef du corps spécialisé de la Direction générale des enquêtes criminelles du ministère de l'Intérieur (Minint), a assuré catégoriquement qu'il n'y a pas de personnes disparues à Cuba, ni dans les procès liés aux récents troubles, ni dans aucun autre.

« Nous avons comme principe, dans la Révolution, et c'est aussi ce qui caractérise les actions des autorités, le droit à la vie, à la liberté, le droit à la préservation et à la sécurité des personnes », a affirmé le colonel, tout en rappelant que Cuba est signataire de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

Cette position, a-t-il dit, est également reconnue dans la Constitution adoptée par la majorité des Cubains et, bien que dans notre système juridique elle ne soit pas qualifiée de délit, il existe un ensemble de chiffres qui couvrent et punissent ceux qui commettent ces actions, dans le cas où la survenance d'une disparition forcée est prouvée.

En outre, a-t-il ajouté, « il n'existe aucune installation secrète pour le traitement des personnes qui, pour quelque raison que ce soit, ou pour avoir commis des crimes, sont amenées dans l'une des installations du Minint ».

En ce qui concerne le processus d'arrestation d'un citoyen, José Luis Reyes Blanco, chef du Département de supervision de la Direction de la procédure pénale du Bureau du Procureur général (FGR), a expliqué que « les enregistrements de ce processus, le procès-verbal d'arrestation qui est signé par la personne impliquée, les informations sur le détenu et la présence du Bureau du Procureur général tout au long de la procédure pénale depuis le début, contribuent à contrôler l'enquête et nous permettent d'assurer que dans notre pays après 1959 il n'y a jamais eu de personnes disparues ». Il est évident que si des événements de cette nature se produisaient dans le pays, le nombre de plaintes adressées au Ministère public, par tous ses canaux d'attention du public, serait considérable.

Cependant, a précisé Reyes Blanco, en 2020, en pleine pandémie, le Bureau du Procureur a assisté plus de 129 000 personnes dans tout le pays ; au cours du premier semestre de cette année, le nombre de personnes assistées a dépassé 49 000 et, à la date du 12 juillet, 63 personnes se sont adressées à cet organe, la plupart personnellement, pour des faits liés aux désordres.

« Mais aucune de ces plaintes ou réclamations n'a été liée à des disparitions », a-t-il souligné, mais plutôt à des arrestations, autrement dit, à la recherche de certaines informations, que ces personnes ont reçues dans les lieux où elles se sont rendues.

Aujourd'hui, a-t-il ajouté, le Bureau du Procureur enquête sur cinq plaintes liées à des non-conformités générales dans le processus, mais aucune affaire n'est en cours pour définir le lieu où se trouve la

personne. Il y a des informations et, plus important encore, la famille les connaît.

À cet égard, le colonel Alvarez Valle a indiqué que lorsqu'une personne est emmenée dans une unité de police, la première chose qui est faite est de l'inscrire dans un registre, manuellement, et un procès-verbal de sa détention est établi. Ainsi, la personne sait pourquoi elle est conduite au poste.

Ensuite, a-t-il poursuivi, suit un processus qui peut se dérouler dans les premières 24 heures, qui envisage la première déclaration, et les mesures qui, en fonction du délit, peuvent être imposées.

« Dans les premières 24 heures, la famille sait généralement où se trouve la personne car, en outre, le Minint dispose d'un système d'attention et d'information de la population, automatisé et interconnecté entre toutes les unités, où chacune des personnes détenues est enregistrée. »

« Dans les cas récents, toutes les familles savent où se trouvent leurs détenus, elles se sont rendues sur les lieux, elles leur ont remis des affaires contenant des produits d'hygiène personnelle ou des médicaments spécifiques ; en d'autres termes, les informations sur la localisation des personnes sont établies et vérifiables par les organes de contrôle du Parquet », a-t-il précisé.

Par la suite, il a également fait référence à la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, à laquelle Cuba est partie et qui a été examinée en 2017.

Tel qu'appliqué dans le pays, l'article 17 stipule spécifiquement, entre autres éléments, que :

Nul ne sera détenu en secret.

Sans préjudice des autres obligations internationales de l'État partie en matière de privation de liberté, tout État partie, dans sa législation :

Sans préjudice des autres obligations internationales de l'État partie concernant la privation de liberté, chaque État partie doit, dans sa législation :

Détermine les conditions dans lesquelles les ordres de privation de liberté peuvent être donnés.

Désigne les autorités habilitées à ordonner des privations de liberté.

Garantit que toute personne privée de liberté sera placée uniquement dans des lieux de privation de liberté officiellement reconnus et contrôlés.

Garantit que toute personne privée de liberté sera autorisée à communiquer avec sa famille, son conseil ou toute autre personne de son choix, et à recevoir leur visite, sous la seule réserve des conditions établies par la loi, et, s'il s'agit d'un étranger, à communiquer avec ses autorités consulaires, conformément au Droit international applicable.

Garantit l'accès aux lieux de privation de liberté de toute autorité et institution compétentes habilitées par la loi, si nécessaire avec l'autorisation préalable d'une autorité judiciaire.

Pour sa part, le procureur a précisé que toutes les personnes détenues après les événements du 11 juillet ont la possibilité de désigner un avocat ; le fait que certaines n'en aient pas relève de leur propre choix.

Et pour réfuter complètement les listes susmentionnées, à un autre moment de l'émission, une communication a été établie avec l'un des disparus présumés, qui a également parlé d'autres collègues figurant dans les dossiers qui circulent sur Internet et qui sont en parfait état.

Le second chef du Corps spécialisé de la Direction générale des enquêtes criminelles du ministère de l'Intérieur a souligné que ces listes perdent toute crédibilité en raison du manque de données, et parce qu'il a été prouvé que de nombreuses personnes qui y sont inscrites n'ont jamais été détenues ou même interrogées par les autorités.

Reyes Blanco a signalé que, parmi les détenus, un groupe a déjà été libéré parce qu'il a été confirmé qu'ils n'étaient pas impliqués dans les troubles, d'autres sont sous une mesure de précaution non privative de liberté, et il y a des accusés en phase préparatoire, avec une mesure de précaution de détention provisoire.

## LA TORTURE NE SERA JAMAIS UNE PRATIQUE DES AUTORITÉS CUBAINES

On a également tenté de positionner autre matrice sur les réseaux sociaux à propos de soi-disant tortures infligées aux personnes impliquées dans des actions de déstabilisation.

Le colonel Alvarez Valle a souligné que, « comme les disparitions forcées, la torture n'est pas une pratique à Cuba. L'histoire de la Révolution le démontre, et ce n'est pas et ce ne sera pas la pratique des combattants du ministère de l'Intérieur d'utiliser la force contre des personnes en procès ». Il a également rappelé que Cuba est partie à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

José Luis Reyes a expliqué que, après les troubles, la présence des procureurs dans les unités a augmenté, car il est dans l'intérêt de connaître l'opinion des détenus, et c'est un scénario favorable au dialogue et à la transmission de toute préoccupation ou plainte.

L'émission Hacemos Cuba a également attiré l'attention sur la plainte d'un jeune homme qui s'est intensifiée ces dernières heures sur les réseaux sociaux, évoquant des actes de violence commis à son encontre après son arrestation à la suite des émeutes.

Cette personne, a souligné le colonel, fait l'objet d'une mesure d'assignation à résidence pour un procès précédent, ce qui implique des exigences qu'elle doit remplir ; or, elle se trouvait dans la rue, hors des environs de son domicile, au milieu des troubles, ce qui est contraire aux dispositions, ce dont elle a été informée.

Le procureur Reyes Blanco a ajouté que, parmi les plaintes en cours au Ministère public, figure celle de ce jeune homme, car son père s'est présenté au Ministère public. Toutes les informations ont été recueillies et les enquêtes et investigations pertinentes seront menées en toute transparence.

En cas d'irrégularité, a précisé le colonel, les circonstances dans lesquelles les événements se sont déroulés seraient clarifiées et les mesures pertinentes seraient adoptées, que ce soit en matière disciplinaire, s'il s'agit d'un agent de l'ordre, ou en matière pénale si le comportement est contraire à la loi.

Les arguments étaient donc suffisamment clairs : il n'y a pas de personnes disparues ou torturées à Cuba, et si une quelconque irrégularité s'est produite ou s'est produite dans les actions du ministère de l'Intérieur ou du Bureau du procureur, elle fera l'objet d'une enquête, les résultats seront rendus publics et, si des violations sont constatées, des mesures seront prises pour rétablir la légalité.

Source Granma



**Radio Habana Cuba**